



**Conseil de sécurité**

Distr.  
GENERALE

S/18629  
23 janvier 1987  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

**NOTE DU PRESIDENT DU CONSEIL DE SECURITE**

La lettre ci-jointe, datée du 23 janvier 1987, a été adressée au Président du Conseil de sécurité par l'Observateur permanent de la République populaire démocratique de Corée auprès de l'Organisation des Nations Unies. Conformément à la demande de son auteur, elle est distribuée en tant que document du Conseil de sécurité.

Annexe I

Lettre datée du 23 janvier 1987, adressée au Président  
du Conseil de sécurité par l'Observateur permanent de  
la République populaire démocratique de Corée auprès  
de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous transmettre le passage consacré à la réunification extrait de la déclaration de politique générale que notre grand dirigeant, le Président Kim Il Sung, a faite le 30 décembre 1986 lors de la séance d'ouverture de la huitième session de l'Assemblée populaire suprême de la République démocratique populaire de Corée.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer la présente lettre et son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Observateur permanent de la  
République démocratique  
populaire de Corée auprès  
de l'Organisation des  
Nations Unies,

(Signé) PAK Gil Yon

Annexe II

Texte de la proposition de réunification nationale, extrait de l'allocation de politique générale prononcée le 30 décembre 1986 par le grand dirigeant, le Camarade Kim Il Sung, lors de la séance d'ouverture de la huitième session de l'Assemblée populaire suprême de la République démocratique populaire de Corée

Le Gouvernement de la République n'a pas de tâche nationale plus urgente que d'oeuvrer à la réunification du pays dans la paix et l'indépendance.

C'est là une question très importante, puisqu'elle touche au destin de la nation coréenne. Faute d'une réunification, la nation tout entière ne peut échapper aux souffrances et aux catastrophes qu'entraîne la division, et elle ne peut connaître ni développement coordonné ni prospérité. Notre peuple, qui a constitué pendant des temps immémoriaux une seule nation, est unanime dans son désir de réunification nationale. Sur la péninsule coréenne, on voit s'accroître chaque jour le danger que représente la division permanente du pays et la menace d'une nouvelle guerre. Du fait de cette situation, il faut absolument que la question de la réunification nationale soit réglée le plus tôt possible.

Nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour rendre promptement possible cette réunification et répondre ainsi au désir de la nation et aux exigences de la situation actuelle.

Dans le but de régler la question de la réunification nationale, le Gouvernement de notre République reste fermement attaché aux trois principes d'indépendance, de réunification pacifique et de grande unité nationale. Ces principes fondamentaux de la réunification nationale, notre gouvernement les a indéfectiblement maintenus. Ce sont des principes communs à toute la nation et conformes aux voeux de tous les Coréens. Seuls, ces principes peuvent assurer la réunification du pays dans la paix et l'indépendance, sur une base démocratique et en dehors de toute ingérence étrangère.

Pour réunifier le pays dans l'indépendance et la paix, il nous appartient tout d'abord de réduire la tension et d'assurer une paix durable sur la péninsule coréenne, et de créer des conditions favorables à cet objectif.

Le Gouvernement de la République a fait tout ce qui était en son pouvoir pour réduire la tension et créer les conditions nécessaires à la réunification pacifique du pays dans l'indépendance.

Au début de 1984, nous avons proposé d'organiser des entretiens tripartites entre la République démocratique populaire de Corée, les Etats-Unis et la Corée du Sud, en vue de remplacer la Convention d'armistice par un accord de paix et d'adopter une déclaration de non-agression entre le Nord et le Sud; une étape essentielle à la paix sur la péninsule coréenne serait ainsi franchie. Par la suite, nous avons pris plusieurs initiatives en vue de divers pourparlers entre le Nord et le Sud, qui ont permis de parvenir à un accord sur les lieux où pourraient se dérouler des contacts élargis et un dialogue entre le Nord et le Sud. Dans le but de réduire la tension, nous avons décidé au début de cette

année, de notre propre chef, de ne pas effectuer de manoeuvres militaires et nous avons fait de nouvelles propositions de pourparlers entre les autorités militaires et pour faire de la péninsule coréenne une zone de paix dénucléarisée.

Mais les Etats-Unis et les autorités sud-coréennes, ne tenant aucun compte de nos efforts pacifiques, poursuivent leur politique d'affrontement et de guerre, contribuant ainsi à accroître la tension.

En Corée du Sud, les vociférations anticommunistes dirigées contre notre République atteignent des proportions sans précédent et font monter à un niveau de tension extrême l'affrontement politique entre le Nord et le Sud.

Non contentes de nous avoir tant calomniées, les autorités sud-coréennes inventent de ridicules mensonges pour attiser la méfiance et l'hostilité du peuple sud-coréen à notre endroit.

Les autorités sud-coréennes exercent une répression impitoyable à l'encontre des jeunes, des étudiants et des autres habitants de Corée du Sud qui luttent pour l'indépendance contre les Etats-Unis, sous prétexte qu'ils entretiendraient des rapports avec nous. La lutte menée par ces groupes au nom de la lutte contre les Etats-Unis et pour l'indépendance entre dans une phase nouvelle, et elle porte un grave coup à la domination coloniale américaine. Les jeunes, les étudiants et les autres habitants de Corée du Sud mènent contre les Etats-Unis une lutte juste et patriotique en faveur de la souveraineté nationale de la Corée du Sud et de la réunification pacifique du pays sur la base de l'indépendance. Nul ne saurait être convaincu par les efforts pervers qui sont faits pour établir un lien entre notre pays et le combat mené par ces groupes dont la répression, sous prétexte de "procommunisme" est un acte d'agression perpétré contre le peuple et la nation sous couvert de slogans anticommunistes.

L'anticommunisme est une arme idéologique maniée par les impérialistes pour envahir d'autres pays et y introduire la division. Ceux qui se plongent dans l'anticommunisme perdront Juche et seront incapables de distinguer entre les patriotes et les traîtres ainsi que de défendre les intérêts et le chajusong de la nation. L'anticommunisme est une formule d'affrontement et de division qui va à l'encontre de la solidarité, de l'unité et de la paix de la nation. C'est une idée belliqueuse. Ce n'est certainement pas par hasard que, même au sein de "l'Assemblée nationale" de la Corée du Sud, on s'interroge à présent sur la validité de la "politique gouvernementale contre le communisme" et qu'un appel est lancé en faveur d'une "politique gouvernementale de réunification".

Les tensions militaires s'intensifient à présent dans la péninsule coréenne.

Les Etats-Unis ont récemment insisté sur la position militaire-stratégique de la Corée du Sud, y ont accru leurs contingents armés, y ont apporté un grand nombre d'armes nucléaires et ont fait de toute la Corée du Sud une base nucléaire. Des missiles "LANCE" et divers autres vecteurs nucléaires ont été successivement envoyés en Corée du Sud s'ajoutant au stock de plus de 1 000 armes nucléaires déjà déployées dans ce pays et de vastes arsenaux nucléaires sont en cours de construction.

En particulier, nous ne saurions négliger le fait que les autorités sud-coréennes et les Etats-Unis organisent chaque année de façon provocante de vastes manoeuvres militaires communes dans un "esprit d'équipe" pour mettre la dernière main aux préparatifs d'une guerre nucléaire et susciter une fièvre guerrière, maintenant ainsi le front et l'arrière dans un état d'alerte permanent. Cette situation inquiétante, qui ne peut être qu'une veillée d'armes, montre qu'ils peuvent à tout moment déclencher un conflit. En conséquence, nous nous devons de faire preuve de vigilance.

Plus les autorités sud-coréennes accélèrent leurs préparatifs guerriers, plus elles font état à grands cris d'"une menace d'invasion du Sud". Elles sont récemment allées jusqu'à répandre le bruit absurde que nous avons élaboré un "plan d'invasion du Sud" en prévision des Jeux olympiques de 1988 et que nous construisions la centrale hydroélectrique de Kumgangsán aux fins de "lancer des inondations contre eux".

Nous avons déclaré plus d'une fois que nous n'envahirions pas le Sud. Cette position qui a été officiellement exprimée par le Gouvernement de la République nord-coréenne est explicitement garantie par un grand nombre de propositions de paix que nous avons faites et la réalité historique des dernières décennies a déjà confirmé notre bonne foi.

Quant à la construction de la centrale hydroélectrique de Kumgangsán, il s'agit d'un projet pacifique à tous égards entrepris dans le cadre du plan à long terme d'édification de notre économie socialiste. Il n'y a donc aucune raison que les autorités sud-coréennes se sentent menacées. Nous ne sommes pas assez stupides pour consacrer des capitaux si importants à ce projet à seule fin de "lancer des inondations contre eux" et nous ne voulons pas non plus que le peuple sud-coréen soit victime d'une catastrophe. Les autorités sud-coréennes feraient mieux, plutôt que de calomnier notre projet de construction d'une centrale hydroélectrique, de s'efforcer de faire retirer de la Corée du Sud les armes nucléaires qui sont plus que suffisantes pour exterminer l'ensemble de la nation coréenne.

Nous n'avons jamais voulu d'extermination nationale et nous ne pouvons pas non plus tolérer que notre territoire devienne le théâtre d'un conflit nucléaire provoqué par les Etats-Unis. De ce point de vue, nous déclarons une fois de plus que nous n'avons pas l'intention d'envahir le Sud et en même temps, nous affirmons résolument que la péninsule coréenne doit être convertie le plus tôt possible en une zone de paix dénucléarisée.

La situation d'affrontement qui existe actuellement dans la péninsule coréenne suscite de graves inquiétudes chez tous les Coréens qui aspirent à la réunification nationale ainsi que chez tous les peuples du monde qui aspirent à la paix.

Si ce violent affrontement se poursuit, la méfiance entre le Nord et le Sud s'intensifiera et les tensions s'exacerberont jour après jour jusqu'à l'éclatement d'un nouveau conflit en Corée. Une nouvelle guerre de Corée dégènerait en une guerre thermo-nucléaire à l'échelle de la planète qui annihilerait irrémédiablement notre peuple et l'humanité.

Le destin de tous nos concitoyens est en jeu et aucun Coréen doué de conscience ne peut rester indifférent à cette brutale réalité.

Nous devons tout faire pour sortir de la délicate situation actuelle et réaliser une nouvelle percée en faveur de la paix dans notre pays ainsi que d'une réunification nationale pacifique sur la base de l'indépendance.

Dans la situation actuelle, une nouvelle percée en faveur de la réunification nationale ne peut être réalisée qu'en modérant le climat d'affrontement politique et de tensions militaires le plus tôt possible et en instaurant une atmosphère de confiance sincère au sein de la nation.

Nous estimons nécessaire que des entretiens politiques et militaires de haut niveau se déroulent entre le Nord et le Sud afin de régler de toute urgence la question primordiale de la réunification nationale.

La profonde méfiance qui règne entre les deux parties résulte essentiellement de leur affrontement politique et militaire. Dissiper cette méfiance et créer une atmosphère de confiance dépend en grande partie des efforts menés dans les deux camps par ceux qui disposent d'un réel pouvoir politique et militaire.

Les entretiens politiques et militaires de haut niveau entre le Nord et le Sud devront porter sur les mesures à prendre pour mettre fin à l'actuel affrontement politique, et notamment resserrer les liens nationaux en s'abstenant de calomnier l'autre camp et en favorisant la coopération multilatérale et les échanges entre le Nord et le Sud. Il faudra aussi examiner dans ce cadre les mesures à prendre pour apaiser les tensions actuelles, notamment en réduisant les effectifs des forces armées, en arrêtant la course aux armements, en faisant de la zone démilitarisée située le long de la ligne de démarcation militaire une zone de paix et en s'abstenant d'effectuer des manoeuvres importantes. Les entretiens également devraient porter sur les mesures visant à accroître les pouvoirs de la Commission neutre de contrôle et à organiser une Force neutre d'inspection composée de militaires de la Tchécoslovaquie, de la Pologne, de la Suisse et de la Suède, pays membres de la Commission neutre de contrôle afin de surveiller les opérations militaires des deux camps dans la zone démilitarisée.

Nous sommes également prêts à examiner toute proposition des Sud-Coréens qui pourrait contribuer à la détente politique et militaire.

Pour que les entretiens politiques et militaires de haut niveau entre le Nord et le Sud puissent régler de façon satisfaisante les questions soulevées par les deux parties, il faudra que les détenteurs du pouvoir réel participent eux aussi à ces entretiens, de pair avec les personnalités de haut rang représentant les deux parties.

La nouvelle proposition que nous formulons en vue de ces entretiens procède du principe de l'unité et de la réunification nationales, que le Gouvernement de la République a toujours défendu. C'est une manifestation supplémentaire des efforts que nous menons pour instaurer la paix. Cette nouvelle proposition atteste la ferme détermination et la volonté inflexible du Gouvernement de la République, qui est résolu à favoriser la confiance et l'unité entre nos concitoyens en dissipant le climat de méfiance et d'affrontement qui prévaut dans toute situation complexe, à instaurer la paix sur la péninsule coréenne en empêchant la guerre et, de plus, à réunifier le pays par des moyens pacifiques.

Si les autorités sud-coréennes veulent réellement sortir de l'impasse dans laquelle se trouvent actuellement le Nord et le Sud et suivre avec nous la voie de la paix et de la réunification pacifique du pays, elles devraient accueillir favorablement la proposition sincère que nous formulons.

Nous pensons que les entretiens politiques et militaires de haut niveau marqueraient entre le Nord et le Sud une étape importante dans la mesure où ils favoriseraient la confiance entre les deux parties, ouvriraient de nouvelles perspectives en ce qui concerne le relâchement des tensions et créeraient les conditions nécessaires au dialogue.

Si ces entretiens donnent de bons résultats, la méfiance qui s'est accumulée entre le Nord et le Sud pendant des décennies se dissipera, un climat propice à la réconciliation et à l'unité nationales s'instaurera et le dialogue pourra s'engager sur de nombreux points dans une atmosphère constructive.

Si les entretiens politiques et militaires de haut niveau entre le Nord et le Sud, ainsi que les autres formes de dialogue, sont couronnés de succès, des entretiens au sommet pourront être organisés entre le Nord et le Sud afin d'examiner les questions fondamentales que pose la réunification nationale.

Afin d'assurer une paix durable dans notre pays et de créer les conditions nécessaires à une réunification pacifique, les entretiens tripartites devraient se dérouler entre la République populaire démocratique de Corée, les Etats-Unis et la Corée du Sud.

La conclusion d'un accord de paix entre la République populaire démocratique de Corée et les Etats-Unis, et l'adoption d'une déclaration de non-agression entre le Nord et le Sud sont les étapes que nous devons franchir pour transformer la situation instable de notre pays, où règne un armistice temporaire, en une situation de paix durable. Il s'agit là d'obligations auxquelles les Etats-Unis, la Corée du sud et nous-mêmes ne pouvons nous soustraire.

Si les Etats-Unis souhaitent réellement la paix et la réunification de la Corée, ils doivent accueillir favorablement notre proposition d'organiser des entretiens tripartites et retirer de la Corée du Sud leurs troupes et leurs armes nucléaires, ainsi que tous leurs autres matériels militaires.

Le meilleur moyen de réunifier le pays de façon indépendante et pacifique est de fonder la République confédérale démocratique de Koryo, comme l'a proposé le VI<sup>e</sup> Congrès du Parti des travailleurs de Corée.

Pour éviter à notre pays d'être divisé pour toujours en "deux Corées", et empêcher une guerre qui ferait peser la menace de l'holocauste sur l'ensemble de la nation, nous n'avons d'autre choix que de réunifier le pays en fondant une république confédérale dans laquelle il n'y aura ni vainqueur ni vaincu. C'est pourquoi, nous poursuivrons patiemment nos efforts jusqu'à ce que cette proposition légitime de réunification devienne un jour réalité.

Afin de régler la question de la réunification nationale conformément à la volonté et aux aspirations du peuple coréen, nous devons organiser une conférence dans le cadre de laquelle l'ensemble de la population pourrait exprimer ses vœux.

Nous estimons raisonnable de convoquer une conférence commune des partis politiques et des autres organisations du Nord et du Sud en vue de ce dialogue à l'échelle nationale. Nous maintiendrons toujours la porte ouverte pour le dialogue national avec tous les partis politiques et les autres organisations de la Corée du Sud.

Il est du devoir de la nation coréenne tout entière de lutter pour la réunification du pays. Tous les compatriotes coréens, au Nord, au Sud et à l'étranger, doivent renforcer l'unité nationale et conjuguer leurs efforts, en dépit des différences entre les idées et les systèmes, pour accomplir dès que possible la tâche historique de la réunification nationale.

-----

